

Communiqué

Paris, le 17 février 2010

Une étude de l'Institut Sage révèle qu'entreprises et collectivités locales sont peu conscientes des liens qui les unissent dans le plan de relance

L'Institut Sage a interrogé des entreprises et des collectivités locales sur le rôle des collectivités, au plus près du tissu économique, dans le plan de relance. Il ressort de cette étude de tendance que :*

- *Les collectivités ne communiquent pas suffisamment auprès des entreprises sur leur rôle de maître d'œuvre du plan de relance ;*
- *Les entreprises n'ont pas suffisamment conscience de la possibilité qui leur est offerte de solliciter les collectivités locales dans le domaine de la politique d'investissements ;*
- *Les collectivités ne sont pas suffisamment accompagnées dans le pilotage des investissements, notamment en termes d'équipement.*

73% de l'investissement public est réalisé par les collectivités locales qui sont ainsi l'élément clé du dispositif du plan de relance.

Un manque d'information sur le rôle des collectivités dans le plan de relance auprès des entreprises

Parmi les entreprises interrogées, 76% disent être mal informées sur les actions du plan de relance. Particulièrement critiques, elles sont même 24% à s'estimer « pas du tout » informées.

Une large majorité des entreprises (68%) ne sait pas que les collectivités locales sont en charge de l'essentiel du déploiement du plan de relance national. Plus généralement, pour 81% des entreprises, les collectivités ne se sont pas engagées dans le soutien aux entreprises.

Plus surprenant, les collectivités elles-mêmes se disent mal informées de leur rôle auprès des entreprises : 85% des interrogées l'ignorent.

Les pouvoirs publics n'ont sans doute pas suffisamment informé les parties prenantes des enjeux et des différents échelons d'action, révélant ainsi un manque de pédagogie. L'engorgement de mesures rend également difficile la compréhension des mécanismes de soutien à l'investissement (crédit impôt recherche, report en arrière de déficit, remboursement mensuel des crédits de TVA, observatoire et médiateur du crédit, actions du

Fonds Stratégique d'Investissement (Etats Généraux de l'Industrie, Etats Généraux de l'Automobile), etc.).

Faute de communication, les sollicitations mutuelles sont faibles

Pour la grande majorité des collectivités interrogées, il semble que les entreprises les sollicitent peu : à peine 22% disent avoir reçu des demandes de soutien à l'investissement. La perception des entreprises de ces relais locaux est encore plus faible : seules 8% disent avoir été sollicitées par une collectivité.

Ces faibles interactions sont révélatrices de relations distendues entre les pouvoirs publics locaux et le tissu économique par manque de proximité. Il semble urgent de resserrer les liens entre collectivités et entreprises et d'intégrer la communication sur les mesures dans le plan de relance lui-même.

Les entreprises insuffisamment considérées ?

Les principaux axes de financement des collectivités concernent avant tout les services à la population (71%), contre à peine 6% pour le soutien à l'économie locale. L'absence de marque d'intérêt explicite pour les entreprises peut donner à celles-ci un sentiment de non prise en compte de leurs préoccupations et de leurs priorités.

L'Observatoire de l'Institut Sage a toutefois noté chez les collectivités une volonté de poursuivre les efforts de développement économique des territoires : 18% des collectivités interrogées souhaitent développer de nouveaux pôles d'activité. Ces développements réclament des infrastructures et des aides à l'implantation.

La volonté politique et les fonds sont pourtant là : 2/3 des collectivités ont pris des engagements pour maintenir ou augmenter leur niveau d'investissement. La grande majorité des collectivités locales maintiendra voire augmentera son niveau d'investissement d'ici la fin du mandat en cours.

Des acteurs peu enthousiastes sur les effets du plan de relance

Une précédente étude de l'Observatoire de l'Institut Sage indiquait que face à la crise, les PME attendaient des mesures pour assouplir les charges ou favoriser l'investissement (mars 2009). Si des mesures ont effectivement été annoncées dans le plan de relance, elles ne semblent pas avoir reçu d'écho suffisant du point de vue des entreprises et des collectivités locales.

Les collectivités se montrent ainsi réservées quant à l'impact du plan de relance sur leur territoire : seules 33% pensent qu'il sera favorable au développement économique. Les entreprises sont plus critiques encore : à peine 11% des entreprises interrogées envisagent un impact favorable des mesures annoncées.

Par manque d'accompagnement, les collectivités sont peu réactives

Moins de la moitié des PME ayant fait une démarche ont obtenu une réponse. Cette absence de réponse est anormalement élevée et semble indiquer que les collectivités n'ont pas été averties et préparées à ce type de demandes entrantes. Pourtant, entamer la démarche s'avère souvent payant : quand la demande est traitée, elle est positive dans 80% des cas.

« Cette étude montre bien l'enjeu de l'accompagnement des collectivités dans la mission d'importance qui leur est confiée : traduire dans les faits les mesures adoptées par le Gouvernement dans le plan de relance. En particulier, elles manquent encore de moyens de contrôle pour la mise en œuvre et le suivi de ces mesures puisqu'à ce jour 29% disposent d'outils de mesure d'efficacité des investissements, 18% envisagent de le faire et 53% n'en ont pas. 69% d'entre elles anticipent l'impact sur le coût de fonctionnement de la collectivité, notamment en termes de retour sur investissement en recettes fiscales », indique **Damien Louvet, Délégué Général de l'Institut Sage**.

Retrouvez l'intégralité de cette étude sur : www.institut-sage.com.

* Enquête quantitative réalisée auprès de 232 entreprises de 10 à 200 salariés (cible interrogée : dirigeants) et entretiens qualitatifs recueillis auprès de 36 directions financières de collectivités locales (mairies et EPCI de plus de 10 000 habitants).